



APPEL À LA GRÈVE ET À LA MOBILISATION DANS LE RÉSEAU DES MISSIONS LOCALES JEUDI 15 MAI 2025

La CGT exige l'abrogation de la Loi Plein Emploi !

- La Loi Plein Emploi est un **désastre social** pour les publics les plus précaires en transformant le droit à l'accompagnement en devoir travailler gratuitement sous peine de sanction. Elle est une **atteinte aux droits humains** et va mettre fin à l'accompagnement social.
- La Loi Plein Emploi **met fin au métier de conseiller** mission locale
- La Loi Plein Emploi **nous soumet à des référentiels verrouillés et communs** pour le Réseau Pour l'Emploi (RPE qui devait s'appeler les Réseau France Travail à l'origine)
- La Loi Plein Emploi nous soumet à **encore plus d'indicateurs de contrôle** de notre travail
- La Loi Plein Emploi instaure **le règne de l'IA et des algorithmes** en lieu et place de l'entretien en face à face
- La Loi Plein Emploi **soumet toutes les ML à France Travail**
- La Loi Plein Emploi **met fin aux Missions Locales et à leurs spécificités**

La CGT exige des budgets stables et pérennes dédiés à l'accompagnement !

L'insertion des jeunes n'est pas de la Grande distribution

- Depuis 2024, l'État baisse ses financements aux Missions Locales et à l'accompagnement des jeunes soit de manière directe (en baissant les subventions) soit de manière indirecte : baisse du nombre de CEJ à accompagner ou des enveloppes dédiées au Pacea.
- Pour 2025 : **Rabais** sur les subventions (- 6,8%) et **promotion** sur le CEJ (1650 euros par tête). **L'État fait fonctionner les missions locales comme la grande distribution** : les jeunes sont devenus des produits !
- Et c'est sur le double motif des baisses imposées par l'État (Loi de finances) et de la Loi Plein Emploi créant le RPE que les Régions ou les Départements justifient leurs décisions de réduction voire de suppression de subventions aux Missions Locales.
- L'État doit **garantir la pérennité et la stabilité des financements** des ML

La CGT exige des augmentations des salaires / Embauche en CDI !

- Les Missions Locales ont constitué des trésoreries conséquentes (les services du Ministère et l'UNML ont ces chiffres tenus secrets auxquels les organisations syndicales n'ont pas accès). **Les budgets des Missions Locales permettent la hausse des salaires de tous les salariés** et pas seulement de l'encadrement ou des coordinateurs d'équipe comme avec les avenants 83 et 84 !
- Les budgets dédiés au CEJ doivent être fléchés et contrôlés pour des embauches en CDI (règle d'embauche en Mission Locale).

La CGT une force d'analyse, de proposition, et d'action :

- Dossiers Loi Plein Emploi : [Une loi désastreuse et liberticide](#)
- Dossier [Comment la Start-Up Nation et sa Loi Plein Emploi ont dissout les Missions Locales dans le RPE](#)

Abrogation de la Loi Plein Emploi

Garantie des financements pour les Missions Locales et les dispositifs jeunes

Hausse des salaires et Embauche en CDI

Création d'une Agence Nationale pour l'Accompagnement des Jeunes

GRÈVE ET MOBILISATION À PARIS
PLACE DES INVALIDES
JEUDI 15 MAI 2025

